

Distr.  
LIMITEE

TD/B/CN.4/L.5/Add.1  
4 février 1993

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT

Commission permanente du développement des secteurs  
de services : promotion de secteurs de services  
compétitifs dans les pays en développement (Assurances)  
Première session  
Genève, 1er février 1993  
Point 6 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE DU DEVELOPPEMENT  
DES SECTEURS DE SERVICES : PROMOTION DE SECTEURS DE SERVICES  
COMPETITIFS DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT (ASSURANCES)  
SUR SA PREMIERE SESSION

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
du 1er au 5 février 1993

Additif

Rapporteur : M. Masatoshi Sato (Japon)

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
I. Elaboration du programme de travail de la Commission permanente (point 3 de l'ordre du jour) ( <u>suite</u> )	39 - 55

Chapitre I

ELABORATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU DEVELOPPEMENT DES SECTEURS DE SERVICES : PROMOTION DE  
SECTEURS DE SERVICES COMPETITIFS DANS LES PAYS  
EN DEVELOPPEMENT (ASSURANCES)

(Point 3 de l'ordre du jour)

(suite)

39. Le représentant de l'Inde a déclaré que l'un des principaux objectifs de la politique des pouvoirs publics en Inde pendant les deux dernières décennies avait été de veiller à ce que le fonctionnement du système économique n'aboutisse pas à une concentration préjudiciable de la richesse. D'une évaluation des progrès réalisés par le secteur nationalisé des assurances, il ressortait que la plupart des objectifs de la nationalisation avaient largement été atteints dans le cadre du système d'entreprises publiques.

40. La Life Insurance Corporation of India avait puissamment contribué au développement du secteur du logement. Elle avait en outre lancé un grand nombre de plans de sécurité sociale, tout en affectant d'énormes ressources à divers secteurs de l'infrastructure. Dans l'industrie de l'assurance générale, la General Insurance Corporation of India et ses filiales rendaient de réels services en combinant leurs buts commerciaux et opérationnels avec leur responsabilité sociale.

41. L'objectif majeur du programme de réassurance de l'industrie indienne des assurances était de retenir des devises en conservant dans le pays la plus forte proportion possible de la prime, compatible avec la capacité de couverture des compagnies, ainsi qu'avec les risques et valeurs en jeu. Malgré tous les progrès réalisés, l'industrie des assurances avait quelques défauts manifestes : les assurés n'étaient guère satisfaits, le service des souscriptions à prime réduite était médiocre, surtout dans les régions rurales, les ressources qui permettraient de développer l'assurance à vocation sociale étaient insuffisantes, les études et enquêtes de marché en vue du développement et de l'amélioration des services faisaient défaut et il n'existait pas de cadre distinct pour l'assurance du secteur agricole et non structuré.

42. Pour améliorer les résultats et l'efficacité de l'industrie des assurances, on pouvait envisager de l'exposer à la concurrence, ce qui semblait d'ailleurs nécessaire pour l'intégration de l'économie indienne dans l'économie mondiale. Encore fallait-il trouver le moyen de procéder aux changements, par paliers, et la Commission devrait examiner des recommandations concernant cette transformation échelonnée. Pour traiter de la réassurance, il faudrait tenir compte de l'état de la balance des paiements des pays en développement, et l'assurance agricole méritait aussi de retenir l'attention en priorité. Les activités de coopération technique pourraient consister notamment à renforcer les autorités de supervision, à énoncer des principes directeurs aux fins de la rédaction d'amendements aux législations existantes et de la mise en place de règlements fondamentaux.

43. Le représentant de l'Egypte a souligné l'importance du secteur des assurances dans la création de nouvelles relations économiques internationales. Dans l'économie égyptienne, ce secteur avait été développé de manière à suivre le rythme global de la réforme économique en cours. Pendant une première phase, les capitaux publics et privés avaient été admis à intervenir dans le secteur. Des coentreprises avaient été autorisées à mener des activités dans les zones franches. La phase suivante concernerait l'augmentation du capital minimal, la formation de personnel et l'amélioration de la gestion, l'élaboration d'une législation protégeant le marché national à travers la réassurance, et la mise à jour de la législation à partir de l'expérience récente d'autres pays. Quant à l'assurance agricole, l'Egypte devrait la diversifier en ajoutant l'assurance récoltes à l'assurance du bétail, et essayer de tirer parti de l'expérience d'autres dans ce domaine.

44. Le programme de travail de la Commission permanente devrait être compatible avec le mandat de la Commission, s'agissant surtout du paragraphe 4. Compte tenu des niveaux de développement et de la nécessité d'évoluer graduellement vers plus de libéralisation, il pourrait comprendre l'étude des moyens de renforcer les autorités de supervision et les mesures de surveillance dans le secteur des assurances; l'examen des aspects relatifs au développement au sujet desquels les pays développés comme les pays en développement devraient prendre des engagements précis; l'accroissement de la transparence en facilitant l'échange d'information afin d'augmenter le niveau des opérations. La coopération technique, qu'il conviendrait de mettre en relief dans le programme, pourrait englober : une formation professionnelle

page 4

pour les techniciens de l'assurance; une aide aux autorités de supervision pour la mise en place et la gestion d'un environnement plus compétitif sur le marché; l'adaptation des règlements d'assurance aux transformations du système économique mondial; le développement de l'aptitude de l'assurance agricole à apporter un concours d'urgence en cas de catastrophe naturelle.

45. La représentante des Philippines a dit que, en ce qui concernait l'assurance agricole, l'analyse et les recommandations du Groupe d'experts étaient attendues avec beaucoup d'intérêt, car l'économie philippine, comme celle de beaucoup d'autres pays en développement, était largement tributaire de l'agriculture. Etant donné l'importance de l'assurance dans l'économie rurale, la Philippine Crop Insurance Corporation avait été créée 11 ans auparavant. Une assurance du bétail et de la volaille avait en outre été mise en place ces deux dernières années et était gérée par un consortium formé de 26 compagnies d'assurance privées et de deux compagnies publiques. La représentante a exposé les données et expériences de l'assurance agricole dans son pays et a exprimé la crainte que la commercialisation de l'assurance récoltes, du fait d'une réduction des subventions au paiement des primes ne la rende inabordable pour de nombreux petits agriculteurs; il faudrait envisager d'autres moyens de baisser les taux de prime.

46. En matière de libéralisation, les Philippines avaient récemment levé l'interdiction concernant l'installation de nouvelles compagnies d'assurance, qui étaient désormais tenues de se doter d'un capital d'un niveau 10 fois supérieur à celui des compagnies existantes. La privatisation était un autre sujet de préoccupation. Le secrétariat pourrait établir une monographie tendant à déterminer les répercussions de la libéralisation sur les consommateurs et le secteur des assurances, en particulier, et sur l'économie, en général.

47. En raison de la récession mondiale, de récents sinistres catastrophiques et des changements climatiques, les capacités internationales de réassurance avaient diminué, les tarifs avaient augmenté et les conditions étaient devenues plus rigoureuses. La Commission devrait envisager une étude en profondeur de la capacité mondiale de réassurance, car sa contraction aurait des effets désastreux sur la possibilité que les marchés nationaux d'assurance aient d'assurer les risques de catastrophe dans les pays en développement.

48. Le représentant de l'Algérie a indiqué à la Commission que son pays s'engageait dans un processus de privatisation et de libéralisation, qui concernait non seulement l'assurance, mais aussi d'autres secteurs, y compris d'autres secteurs tertiaires. La transition d'un marché de monopole à l'économie de marché devrait être progressive. Pour opérer la transformation, il était important d'adopter une législation appropriée et d'assurer une surveillance suffisante dans le domaine des assurances pour sauvegarder les intérêts du public. A cet égard, une assistance technique du secrétariat de la CNUCED serait très appréciée. En ce qui concernait l'assurance agricole, il serait intéressant d'être informé de l'expérience acquise par d'autres pays, en particulier par les pays développés. L'interdépendance des programmes d'aides à l'agriculture et de l'assurance agricole, ainsi que les moyens de les structurer, devraient aussi être analysés. Quant aux risques majeurs, leur incidence s'était accentuée et un certain nombre de pays avaient des difficultés à trouver des marchés pour les assurer.

49. Le représentant de l'Union de Dakar a dit que les activités de son association comprenaient la création de mécanismes d'assurance-crédit dans les pays africains, l'échange de données d'expérience et d'information sur la solvabilité, l'assistance mutuelle entre assureurs du crédit pour le recouvrement des prêts, la formation, enfin l'assistance à ceux de ses membres qui souhaitaient une réassurance contre les risques politiques. Il a fait part d'une étude de faisabilité financée par la CEE pour la mise en place d'un pool de réassurance des risques politiques.

50. Le représentant de la Malaisie a déclaré que son pays appréciait l'assistance technique de la CNUCED dans le domaine de la formation. Le secteur des assurances en Malaisie avait adopté une perspective à long terme en privilégiant la formation et le perfectionnement des compétences. Outre la formation, le représentant a souligné la nécessité d'examiner les problèmes rencontrés par les jeunes marchés d'assurance pour obtenir un appui dans le secteur de la réassurance, appui essentiel pour permettre aux compagnies d'assurance d'offrir les capacités requises sur leurs marchés respectifs. Il a ajouté que l'expérience de l'ANASE montrait toute l'efficacité d'une coopération technique régionale, en raison d'une communauté de problèmes et de pratiques.

page 6

51. Le représentant du Groupe africain (Egypte) a dit que, s'il y avait accord sur la nécessité d'admettre le changement, les opinions divergeaient cependant quant à la transformation des obstacles à surmonter en occasions de développement. Il ne fallait pas dissocier l'assurance du reste de l'économie. Dans le secteur des assurances, nombreux avaient été les problèmes identifiés, mais rares étaient les solutions trouvées jusqu'ici. L'arrière-plan historique Nord-Sud et les effets paralysants d'économies stagnantes ou en perte de vitesse étaient plus perceptibles en Afrique qu'ailleurs. L'Afrique avait reconnu qu'il fallait procéder à des changements graduels et prioritaires sans renoncer aux gains du passé ou perdre la maîtrise des réalités qui se faisaient jour.

52. Une libéralisation subite et illimitée de l'industrie des assurances aurait des effets dévastateurs sur la plupart des économies africaines, de sorte que le Groupe africain pouvait difficilement souscrire au paragraphe 20 du document TD/B/CN.4/15. Pour faire face aux tensions qui découleraient d'une libéralisation prudente et échelonnée, il faudrait une assistance technique de la CNUCED. Cette assistance devrait avoir pour but de créer ou de renforcer des autorités de supervision aux niveaux national, sous-régional et régional, et de créer des compétences à travers la formation de gestionnaires, notamment par l'assimilation d'expériences recueillies sur les marchés en voie de libéralisation rapide.

53. Le Groupe africain se félicitait des contributions de la CNUCED concernant l'assurance agricole, la mise en valeur des ressources humaines, les statistiques de l'assurance et de la réassurance, la sécurité en matière de réassurance et la collaboration avec les associations régionales et sous-régionales, et il espérait que cette coopération se poursuivrait dans le cadre du mandat de la Commission.

54. Le représentant du secrétariat de la CNUCED, présentant le rapport du Groupe d'experts de l'assurance agricole dans les pays en développement (UNCTAD/SDD/INS/4), a dit que le Groupe d'experts avait accepté et loué l'étude sur l'assurance agricole telle qu'elle figurait dans le document UNCTAD/SDD/INS/1. Le Groupe avait exprimé l'avis que l'assurance agricole devrait être instituée progressivement, en commençant par la couverture de récoltes et risques spécifiques, de l'élevage, de l'aviculture et autres

périls simples qui n'étaient pas de hauts risques. L'appui des pouvoirs publics devrait être bien précisé et pourrait diminuer progressivement, dès lors qu'il y avait dans l'assurance rurale et agricole une place toute trouvée pour les coopératives et les mutuelles. Le Groupe d'experts avait formulé dans son rapport des recommandations concernant les travaux futurs du secrétariat.

55. Le représentant de Maurice, parlant en qualité de président du Groupe d'experts de l'assurance agricole dans les pays en développement et commentant les principales conclusions du Groupe, a mis en lumière le rôle de la réassurance en tant qu'instrument de gestion et de répartition des risques dans l'agriculture. L'étude sur l'assurance récoltes dans les pays en développement (UNCTAD/SDD/INS/1), établie par le secrétariat de la CNUCED pour la réunion du Groupe, avait été hautement appréciée. Le représentant a souligné l'importance de liens entre le crédit rural et l'assurance agricole, qui permettraient non seulement de développer le secteur des assurances, mais aussi d'élargir les possibilités d'investissements productifs dans l'agriculture.

-----